La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question : exercices d’histoire terminale à télécharger en PDF

Exercices d’histoire – Terminale

Voici les exercices d’histoire de terminale sur « La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question ». Ils s’appuient sur des documents, des cartes et des frises, comme dans un manuel, et ils vont du plus simple au plus difficile. Avant de commencer, relis le cours du chapitre ; ensuite, vérifie tes connaissances avec le quiz vrai ou faux.

Exercice 1 : Définir les notions clés

1. Définis : citoyenneté européenne, espace Schengen, critères de convergence, critères de Copenhague, subsidiarité, euroscepticisme. **2.** Explique la différence entre « approfondissement » et « élargissement ».

Exercice 2 : Ordonner les événements

Classe du plus ancien au plus récent : (a) départ effectif du Royaume-Uni ; (b) signature du traité de Maastricht ; (c) entrée de dix nouveaux États ; (d) référendum français sur la Constitution européenne ; (e) pièces et billets en euros ; (f) entrée en vigueur du traité de Lisbonne ; (g) Acte unique européen ; (h) conseil européen de Copenhague.

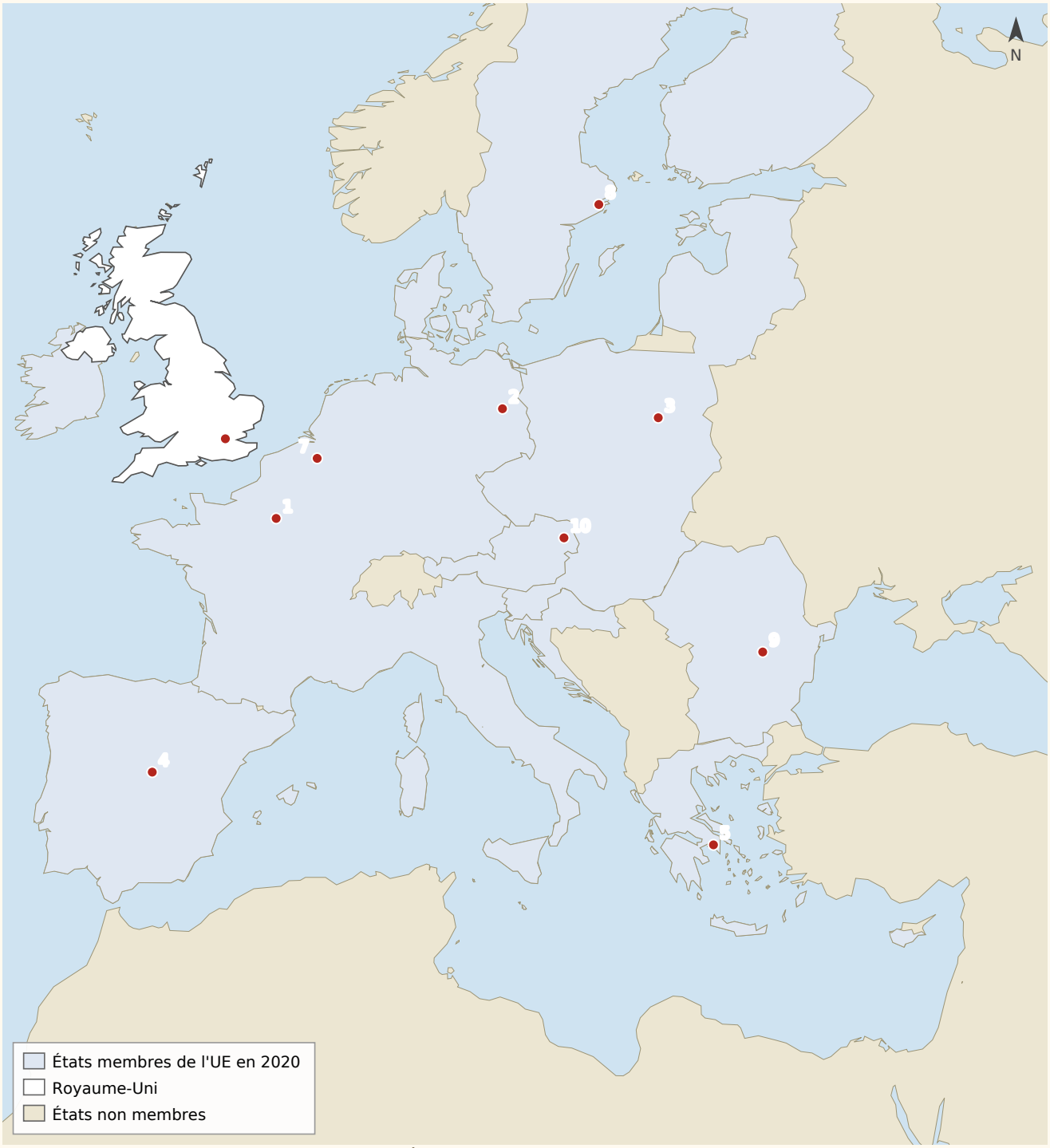
Exercice 3 : Durées et repères

1. Combien d'années séparent la signature du traité de Rome (1957) de celle du traité de Maastricht (1992) ? **2.** Combien de temps s'écoule entre l'introduction de l'euro pour les opérations financières (1er janvier 1999) et sa circulation sous forme de pièces et de billets (1er janvier 2002) ? **3.** Quel est l'écart entre le non français à la Constitution (29 mai 2005) et l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (1er décembre 2009) ? **4.** Combien d'années le Royaume-Uni est-il resté dans la Communauté puis l'Union, de son adhésion (1er janvier 1973) à son départ (31 janvier 2020) ? **5.** À quel siècle appartient le Brexit ?

Exercice 4 : Reconnaître les États membres

Observe le fond de carte. **1.** Identifie les dix villes numérotées (capitales). **2.** Dans quels

États se trouvent-elles ? **3.** Parmi eux, lesquels sont membres fondateurs en 1957 ? **4.** Quel État, colorié en blanc, a quitté l'Union ? En quelle année ?



Fond de carte de l'Europe (Natural Earth) : États membres de l'Union européenne en 2020, Royaume-Uni et non-membres.

Exercice 5 : Les élargissements successifs

Lis la carte. **1.** Combien de pays composent les « Six » de 1957 ? Nomme-les. **2.** En quelle année l'Espagne et le Portugal entrent-ils ? À quelle vague appartiennent-ils ? **3.** Quelle est l'ampleur de l'élargissement de 2004 ? Quelle région d'Europe concerne-t-il surtout ? **4.** Quels grands États européens ne sont pas colorés ? Pourquoi ? **5.** Montre que la carte illustre le lien entre la fin de la guerre froide et l'élargissement.



Les élargissements successifs de la Communauté puis de l'Union européenne, de 1957 à 2013 (fond de carte Natural Earth ; réalisation originale).

Exercice 6 : Les objectifs de l'Union

Document 1 – Le traité de Maastricht (7 février 1992)

> L'Union se donne pour objectifs: - de promouvoir un progrès économique et social équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union économique et monétaire comportant, à terme, une monnaie unique, conformément aux

> dispositions du présent traité; - d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en oeuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune; - de renforcer la protection des droits et des intérêts des ressortissants de ses États membres par l'instauration d'une citoyenneté de l'Union;.

*acquis communautaire : ensemble des règles et des politiques déjà adoptées par la Communauté européenne.

Traité sur l'Union européenne (traité de Maastricht), signé le 7 février 1992, article B.

1. Présente le document (nature, auteur, date, contexte). **2.** Relève les trois premiers objectifs fixés à l'Union. **3.** Quel est l'objectif qui concerne la monnaie ? Avec quelle précaution est-il formulé ? **4.** Quelle nouveauté apporte le troisième objectif ? **5.** Explique l'expression « conformément aux dispositions du présent traité ».

Exercice 7 : Les critères de la monnaie unique

Document 1 – Les critères de convergence (article 109 J du traité de Maastricht)

> La réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix; ceci ressortira d'un taux d'inflation proche de celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix; [...] le caractère soutenable de la situation des finances publiques; ceci ressortira d'une situation budgétaire qui n'accuse pas de déficit public excessif au sens de l'article 104 C paragraphe 6;.

*déficit public excessif : déficit du budget d'un État qui dépasse la limite fixée par le traité (3 % du produit intérieur brut).

Traité sur l'Union européenne (traité de Maastricht), signé le 7 février 1992, article 109 J, paragraphe 1.

1. Présente le document. **2.** Quels sont les deux critères cités dans l'extrait ? **3.** Pourquoi ces conditions sont-elles imposées aux États ? **4.** Quels autres critères figurent dans l'article complet ? **5.** Quels États n'ont pas adopté l'euro et pourquoi ?

Exercice 8 : Citoyens et frontières

Document 1 – Le traité de Maastricht : la citoyenneté de l'Union

> Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. 2. Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par le présent traité. […] Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par le présent traité et par les dispositions prises pour son application.

Traité sur l'Union européenne (traité de Maastricht), signé le 7 février 1992, articles 8 et 8 A.

Document 2 – Le monument de Schengen

Le monument consacré aux accords de Schengen, devant le Musée européen de Schengen (Luxembourg), photographie de juillet 2022. Hoebele, CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons

Photographie de Hoebele, juillet 2022, Wikimedia Commons (licence CC BY-SA 4.0).

1. Présente chaque document. **2.** Quels droits le texte accorde-t-il aux citoyens de l'Union ? **3.** Décris la photographie : que représentent les drapeaux et les colonnes étoilées ? **4.** En quoi les deux documents se complètent-ils ? **5.** Pourquoi la libre circulation est-elle parfois remise en cause ?

Exercice 9 : Les conditions d'adhésion

Document 1 – Le Conseil européen de Copenhague (juin 1993)

> L'adhésion requiert de la part du pays candidat qu'il ait des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection, l'existence d'une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union. […] La capacité de l'Union à assimiler de nouveaux membres tout en maintenant l'élan de l'intégration européenne constitue également un élément important répondant à l'intérêt général aussi bien de l'Union que des pays candidats.

*primauté du droit : principe selon lequel tous, y compris l'État, sont soumis à la loi.

Conseil européen de Copenhague, 21-22 juin 1993, conclusions de la présidence, point 7 A iii (document SN 180/93, extrait publié par le CVCE).

1. Présente le document. **2.** Relève les conditions politiques et les conditions économiques demandées au pays candidat. **3.** Que signifie la dernière phrase sur la capacité de l'Union à « assimiler de nouveaux membres » ? **4.** À quels pays ce texte s'adresse-t-il en 1993 ? **5.**

Rédige quelques lignes pour montrer que ces critères ont orienté les négociations d'adhésion.

Exercice 10 : Mitterrand au Parlement européen

Document 1 – François Mitterrand devant le Parlement européen (17 janvier 1995)

> Ce que je vous demande là est presque impossible, car il faut vaincre notre histoire et pourtant si on ne la vainc pas, il faut savoir qu'une règle s'imposera, mesdames et messieurs : le nationalisme, c'est la guerre ! La guerre ce n'est pas seulement le passé, cela peut être notre avenir, et c'est vous, mesdames et messieurs les députés, qui êtes désormais les gardiens de notre paix, de notre sécurité et de cet avenir !

François Mitterrand, discours devant le Parlement européen, Strasbourg, 17 janvier 1995 (site de la présidence de la République).

Document 2 – Le Parlement européen à Strasbourg

La chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande au Parlement européen, Strasbourg, 7 octobre 2015. fotogoocom, CC BY 3.0, via Wikimedia Commons

Photographie du 7 octobre 2015, Wikimedia Commons (licence CC BY 3.0).

1. Présente les deux documents. **2.** Que veut dire François Mitterrand par « le nationalisme, c'est la guerre » ? **3.** À qui s'adresse-t-il et quel rôle donne-t-il aux députés ? **4.** Décris la photographie : où est-elle prise, qui reconnais-tu ? **5.** En quoi la présence d'un président français et d'une chancelière allemande dans l'hémicycle rappelle-t-elle ce discours ?

Exercice 11 : Après le non de 2005

Document 1 – Jacques Chirac réagit au résultat du référendum (29 mai 2005)

> La France s'est démocratiquement exprimée. Vous avez majoritairement rejeté la Constitution européenne. C'est votre décision souveraine. J'en prends acte. Pour autant, nos intérêts et nos ambitions sont profondément liés à l'Europe. La France, pays fondateur de l'Union, reste naturellement, dans l'Union. Je tiens à vous dire, à dire à nos partenaires européens et à tous les peuples de l'Europe que la France continuera à y tenir toute sa place, dans le respect de ses engagements.

Jacques Chirac, déclaration sur les résultats du référendum du 29 mai 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe (site de la présidence de la République).

Document 2 – Deux référendums français sur l'Europe

Date	Objet du référendum	Oui	Non	Oui (% des exprimés)	Non (% des exprimés)
20 septembre 1992	ratification du traité de Maastricht (France)	13 162 992	12 623 582	51,05 %	48,95 %
29 mai 2005	ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe (France)	12 808 270	15 449 508	45,33 %	54,67 %

Sénat, « Lois adoptées par voie de référendum » (1992), www.senat.fr/reglement/pouvoirs_publics15.html ; Conseil constitutionnel, décision n° 2005-38 REF du 1er juin 2005 (2005) ; pourcentages calculés à partir de ces chiffres.

1. Présente le texte. **2.** Quelle décision du peuple le président reconnaît-il ? Relève les mots qui montrent qu'il l'accepte. **3.** Quelle assurance donne-t-il à l'Europe ? **4.** Compare les résultats de 1992 et de 2005. **5.** Que montre l'évolution de l'opinion ?

Exercice 12 : Le Brexit et l'article 50

Document 1 – L'article 50 du traité sur l'Union européenne

> Tout État membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union. 2. L'État membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen. […] Les traités cessent d'être applicables à l'État concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2, sauf si le Conseil européen, en accord avec l'État membre concerné, décide à l'unanimité de proroger ce délai.

Traité sur l'Union européenne, version consolidée de 2016, article 50, paragraphes 1 à 3 (Journal officiel de l'Union européenne).

Document 2 – Une manifestation à Londres (23 mars 2019)

Manifestation contre le Brexit dans une rue de Londres, 23 mars 2019.

Photographie de VirtuallyLondonBecky, Wikimedia Commons (licence CC0).

1. Présente les deux documents. **2.** Que prévoit l'article 50 pour un État qui souhaite quitter

l'Union ? **3.** Quel délai court après la notification ? **4.** Décris la photographie : qui défile et que montrent les drapeaux ? **5.** Que montre ce document sur les divisions de la société britannique ?

Exercice 13 : Une monnaie commune

Document 1 – L'euro

Pièces et billets en euros, photographie du domaine public (Wikimedia Commons).

Wikimedia Commons (domaine public).

1. Présente la photographie. **2.** Décris ce que tu observes. **3.** Pourquoi l'euro est-il le symbole le plus concret de l'intégration européenne ? **4.** Quels sont ses avantages et ses limites pour un État membre ?

Exercice 14 : Le siège de la Commission

Document 1 – Le Berlaymont à Bruxelles

Le Berlaymont, siège de la Commission européenne, à Bruxelles, photographie de mai 2017. KenSwe72, CC BY 4.0, via Wikimedia Commons

Photographie de KenSwe72, mai 2017, Wikimedia Commons (licence CC BY 4.0).

1. Présente et décris la photographie. **2.** Quelle institution y siège ? **3.** Quel rôle joue-t-elle ? **4.** Quelles autres institutions européennes connais-tu ? Où siègent-elles ?

Exercice 15 : Jacques Delors

Document 1 – Jacques Delors

Jacques Delors, président de la Commission européenne, 1993. Unknown photographer, CC BY 4.0, via Wikimedia Commons

Photographie de 1993, Wikimedia Commons (licence CC BY 4.0).

1. Présente la photographie. **2.** Quelle fonction Jacques Delors exerce-t-il de 1985 à 1995 ? **3.** Cite deux réalisations de cette période. **4.** Pourquoi le portrait est-il pris devant un drapeau européen ?

Exercice 16 : Lire un tableau de résultats

Document 1 – Référendums français sur l'Europe

Date	Objet du référendum	Oui	Non	Oui (% des exprimés)	Non (% des exprimés)
20 septembre 1992	ratification du traité de Maastricht (France)	13 162 992	12 623 582	51,05 %	48,95 %
29 mai 2005	ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe (France)	12 808 270	15 449 508	45,33 %	54,67 %

Sénat, « Lois adoptées par voie de référendum » (1992), www.senat.fr/reglement/pouvoirs_publics15.html ; Conseil constitutionnel, décision n° 2005-38 REF du 1er juin 2005 (2005) ; pourcentages calculés à partir de ces chiffres.

1. Calcule le nombre de suffrages exprimés en 1992 et en 2005. **2.** Quelle est l'avance du « oui » en 1992 (en nombre de voix) ? Quelle est l'avance du « non » en 2005 ? **3.** Que remarque-t-on sur l'écart ? **4.** Que ne dit pas ce tableau sur les raisons du vote ?

Coup de pouce : additionne les voix « oui » et « non ».

Exercice 17 : Enquête : le Brexit

Objectif : compléter une fiche sur le Brexit. **Mots-clés :** « Brexit chronologie », « référendum 23 juin 2016 résultats », « accord de retrait Royaume-Uni Union européenne ». **Sites fiables :** vie-publique.fr, le site du Conseil européen, le site de la Commission électorale britannique. **Fiche :** 1. Date du référendum et résultat. 2. Date de la notification de l'article 50. 3. Date de sortie effective. 4. Un enjeu des négociations (par exemple la frontière irlandaise). 5. Deux sources utilisées (nom du site, date de consultation).

Exercice 18 : Une question problématisée

Rédige un paragraphe argumenté de dix à quinze lignes pour répondre : **« Pourquoi peut-on dire que la construction européenne se heurte à des limites depuis 2005 ? »** Appuie-toi sur au moins trois exemples précis.

Coup de pouce : plan possible : refus de 2005, crises économiques et migratoires, Brexit.

Exercice 19 : Vrai ou faux ? Justifie

Indique si chaque affirmation est vraie ou fausse et corrige-la si besoin. **a.** Le traité de Maastricht est signé en 1957. **b.** Les pièces et billets en euros circulent depuis le 1er janvier

2002. **c.** Le Royaume-Uni appartient à la zone euro. **d.** Le traité de Lisbonne introduit la possibilité de quitter l'Union. **e.** Les critères de Copenhague concernent les pays candidats. **f.** La Turquie est membre de l'Union depuis 2004.

Exercice 20 : Qui fait quoi dans l'Union ?

Associe chaque institution à son rôle : Commission européenne, Parlement européen, Conseil européen, Conseil de l'Union, Cour de justice, Banque centrale européenne. (a) réunit les chefs d'État et de gouvernement et fixe les orientations ; (b) propose les lois et veille au respect des traités ; (c) conduit la politique monétaire de la zone euro ; (d) co-décide les lois avec les ministres, élu au suffrage universel direct ; (e) réunit les ministres des États ; (f) garantit l'application du droit de l'Union.

Exercice 21 : Causes et conséquences du non de 2005

Classe ces éléments en causes (avant le 29 mai 2005) ou conséquences (après) : (1) élargissement de 2004 ; (2) inquiétudes sur l'emploi et la place des services ; (3) campagne référendaire très disputée ; (4) rejet par les Pays-Bas le 1er juin ; (5) abandon du mot « Constitution » ; (6) signature du traité de Lisbonne.